



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

EROPP 2026

La présente consultation est passée selon la procédure de l'appel d'offre ouvert, conformément aux **articles L2124-2et R2161-1 à 8** du code de la commande publique

Date limite de réception des offres :

09 février 2026 à 14 heures (heure Paris).

Date limite pour poser des questions :

10 jours avant la date limite de réponses aux questions

soit le 30 Janvier 2026

REMISE ÉLECTRONIQUE OBLIGATOIRE EN APPLICATION DES ARTICLES L. 2132-2 ET R. 2132-7 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| SECTION I | 3 |
| POUVOIR ADJUDICATEUR..... | 3 |
| SECTION II | 5 |
| OBJET DU MARCHE..... | 5 |
| SECTION III | 8 |
| PROCEDURE | 8 |
| 1. Contenu du dossier de consultation des entreprises | 8 |
| 2. Candidature | 8 |
| 3. Dépôt des candidatures et des offres | 10 |
| 4. Examen des candidatures et des offres | 10 |
| SECTION IV | 13 |
| FIN DE PROCEDURE | 13 |
| 1. Mise au point..... | 13 |
| 2. Attribution du marché..... | 13 |

SECTION I

POUVOIR ADJUDICATEUR

1. Coordonnées de l'acheteur public

Observatoire Français des Drogues et des Tendances addictives (OFDT)

69 rue de Varenne

75007 PARIS CEDEX

Téléphone : 01 41 62 77 16

Profil acheteur : <https://www.ofdt.fr/ofdt/appels-d-offres/>

Type de pouvoir adjudicateur : Groupement d'intérêt public national

Représentant du pouvoir adjudicateur : Le directeur de l'OFDT

Présentation de l'OFDT : Créé en 1993, l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT), alors observatoire français des drogues et des toxicomanies, est un groupement d'intérêt public qui a pour objet d'apporter à ses membres ainsi qu'aux professionnels du champ et au grand public un éclairage sur le phénomène des usages de drogues, licites et illicites, et des conduites addictives, et notamment des jeux d'argent et de hasard, en France et de contribuer au suivi du phénomène au niveau européen. A cet effet, il constitue un dispositif permanent d'observation et d'enquêtes tant en ce qui concerne les évolutions des consommations et des conduites addictives, les produits et les profils et pratiques des consommateurs que leurs conséquences sanitaires, sociales, économiques et pénales des consommations et des trafics ainsi que les pratiques professionnelles des intervenants concernés par ces politiques. Il assure le recueil, l'analyse, la synthèse et la valorisation des connaissances sur l'ensemble du champ de la politique publique.

L'OFDT est l'un des relais nationaux de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (EUDA), agence de l'Union européenne basée à Lisbonne, qui a pour mission de fournir des informations objectives fiables et comparables au niveau européen sur le phénomène des drogues illicites et des toxicomanies et leurs conséquences (www.euda.europa.eu).

2. Contact

Pour obtenir des renseignements d'ordre administratif ou technique, les questions doivent être posées uniquement sur la plateforme de consultation PLACE, profil acheteur de l'OFDT.

<https://www.marches-publics.gouv.fr/> L'ensemble des réponses aux questions seront également transmises via ce canal.

2.1 Prolongation éventuelle du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie avant la date limite des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres peut être reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues à l'article R. 2151-4 du Code de la commande publique.

La nécessité de reporter la date limite de réception des offres est laissée à la libre appréciation de l'acheteur; la nouvelle date de remise des offres est publiée par ce dernier dès qu'elle est arrêtée et en tout état de cause avant la date initialement arrêtée.

2.2 Anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions du DCE

Chaque candidat est tenu de signaler les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de le léser à la lecture des pièces constitutives du dossier de consultation des entreprises (DCE).

A défaut de les avoir signalées, le candidat est réputé admettre que ces éventuelles anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne l'ont pas lésé dans sa compréhension du DCE, dans la présentation de sa candidature ou dans l'élaboration de son offre.

En outre, le titulaire ne pourra en aucun cas se prévaloir de ces anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions pour se soustraire à l'une quelconque de ses obligations.

3. Adresse postale à laquelle la copie de sauvegarde peut être envoyée

Observatoire Français des Drogues et des Tendances addictives (OFDT)

Secrétariat générale

69 rue de Varenne

75007 PARIS

France

SECTION II

OBJET DU MARCHÉ

1. Description du marché

La présente consultation, passée en procédure formalisée et en appel d'offre ouvert, conformément aux articles L2124-2 et R2161-1 à 8 du code de la commande publique.

L'OFDT mène depuis 1999 une enquête auprès de la population française sur les Représentations, Opinions et Perceptions sur les Psychotropes ([enquêtes « EROPP »](#)). Cette étude permet de mieux connaître les opinions des français en matière de politiques publiques, de prévention et d'information concernant les drogues licites comme illicites.

Dans le cadre de ses missions, l'OFDT organisera en 2026 le 7^e exercice d'EROPP.

L'enquête EROPP 2026 comporte plusieurs objectifs stratégiques pour l'OFDT :

- Réaliser un nouveau volet de l'enquête en France hexagonale, comparable avec le volet mise en œuvre en 2023, afin de pérenniser un dispositif d'enquête auprès de la population adulte permettant de produire régulièrement :
 - o Une estimation des niveaux d'usages de produits psychoactifs licites ou illicites ;
 - o Une estimation des pratiques de jeux d'argent et de hasard ;
 - o Une mesure des opinions et des perceptions de la population française sur les drogues et les politiques publiques associées ;
- Insérer une nouvelle thématique relative aux mésusages de médicaments ;
- Elaborer une déclinaison de l'enquête dans les départements et régions d'outre-mer (DROM), hors Mayotte, notamment en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane et à La Réunion. Cette déclinaison sera réalisée concomitamment à l'enquête menée en France hexagonale.

Le détail des prestations attendues dans le cadre de l'enquête figure dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2. Mode de passation

Il s'agit d'un marché public de services passé en procédure formalisée et selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles L2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

3. Lieu d'exécution du marché

Afin de pouvoir se rendre plus facilement sur le site du plateau téléphonique notamment pour assister à la phase pilote de l'enquête, aux interviews téléphoniques et à la formation des enquêteurs comme il est prévu dans le CCTP, il est demandé que ledit plateau téléphonique du candidat se situe en France hexagonale.

4. Prix du marché

Le présent marché est un marché public, conclu à un prix global et forfaitaire.
Les modalités de règlement et facturation sont prévues dans le CCAP.

5. Durée et calendrier du marché

Le marché est conclu pour une durée de 9 mois. La date prévisionnelle de début d'exécution du marché prend effet à date de notification.

6. Modification du marché

L'OFDT se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public dans les conditions fixées aux articles L. 2194-1 et R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

7. Allotissement

La présente consultation n'est pas allotie.

8. Options

Prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le titulaire du contrat pourra se voir confier, dans le cadre d'une procédure négociée sans mise en concurrence, la réalisation de prestations similaires à celles du contrat initial. La durée pendant laquelle ce ou ces contrats peuvent être conclu(s) ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat initial.

9. Reconductions

Le présent contrat ne fait pas l'objet de reconduction.

10. Tranches optionnelles

Le contrat ne comporte aucune tranche optionnelle.

11. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

12. Considérations sociales

Le Titulaire s'engage, pendant toute la durée d'exécution du marché, à respecter et à faire respecter par ses sous-traitants et fournisseurs les exigences sociales applicables, notamment en matière de droit du travail, d'égalité de traitement, de non-discrimination, de santé et sécurité au travail, et de lutte contre le travail illégal.

13. Considérations environnementales

Le Titulaire s'engage à limiter l'impact environnemental des prestations, en intégrant des mesures de prévention, de réduction et, lorsque possible, de valorisation des impacts (déchets, énergie, eau, émissions, nuisances), et à respecter la réglementation environnementale applicable.

14. Nomenclatures

CPV 79311200 - Services de réalisation d'enquêtes

CPV 79320000 – Services de sondages d'opinion

15. Conditions de participation des candidats

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation. Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire. Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'OFDT se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

16. Questions posées par les candidats

Les candidats peuvent poser leurs questions jusqu'à 10 jours avant la date limite de remise des offres via la plateforme PLACE.

Si la réponse le justifie, celle-ci sera communiquée sur le profil d'acheteur de l'OFDT : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

SECTION III PROCEDURE

1. Contenu du dossier de consultation des entreprises

L'ensemble du dossier permettant de répondre à la consultation est remis gratuitement à chaque candidat.

Il comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (formulaire AE) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Un tableur Excel comprenant une page dédiée à l'annexe financière (AF) et une page dédiée à la présentation de l'équipe mise à disposition **à remplir par le soumissionnaire**.

Le dossier de consultation des entreprises peut être obtenu en le téléchargeant, après identification sur le profil acheteur, ci-après : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Pour cela, les candidats doivent impérativement s'inscrire sur le profil acheteur. Sur ce site, ils doivent indiquer leurs coordonnées, leur adresse électronique et le nom d'un correspondant. Ils pourront ainsi bénéficier de toutes les informations complémentaires qui seront éventuellement diffusées au cours de la consultation.

2. Candidature

2.1. Un premier dossier intitulé « CANDIDATURE » contenant :

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

- La **lettre de candidature (formulaire DC1 disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)** ou document équivalent
- La **déclaration sur l'honneur** prévue à l'article R.2143-3 du code de la commande publique justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (*modèle proposé en annexe 1 au présent règlement de la consultation*) ;
- La **déclaration de sous-traitance et des chiffres d'affaires sur le ou les sous-traitant(s)** (ou imprimé **DC4** disponible à l'adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- **Attestation d'assurance** pour les risques professionnels, en cours de validité, couvrant l'activité professionnelle du candidat. **Cette attestation émane de la compagnie d'assurance auprès de laquelle le soumissionnaire est assuré et non d'un courtier.**
- La **preuve que le signataire a bien la capacité juridique d'engager la société** (soit en fournissant un k-bis si le signataire y figure, soit en fournissant un k-bis et une délégation de pouvoir d'une personne y figurant) ;
- La **déclaration du candidat individuel (formulaire DC2 disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)** dûment complétée présentant la société candidate et indiquant notamment :

- a. les **chiffres d'affaires** des trois derniers exercices (global et concernant les services objet du marché), l'excédent brut d'exploitation et le résultat net,
 - b. les **effectifs moyens annuels** du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
 - c. Les **références du candidat** pour la réalisation de prestations comparables à celles objet du marché, au cours des trois dernières années, en indiquant le client (public et/ou privé), la date de réalisation et le montant ;
- Le cas échéant, une copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire.

En lieu et place des pièces listées supra, le candidat peut utiliser un formulaire DUME.

2.2. Un second dossier intitulé « OFFRE » contenant :

- L'**acte d'engagement**, complété, daté et signé et son annexe à remplir l'Acte d'engagement directement joint dans le dossier de consultation des entreprises
- L'**offre détaillée** comprenant :

1/ La proposition technique constituée d'une note technique

Note technique 1 - Enquête téléphonique hétéro-administrée en population générale en France hexagonale

Dans le cadre d'une enquête téléphonique, d'un questionnaire de 30 minutes en moyenne, auprès d'au moins 23 000 individus âgés de 18 à 75 ans, vivant en France **hexagonale** et un minimum d'un millier d'individus âgés de 18 à 75 ans par DROM [hors Mayotte] (soit Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion). Le prestataire devra développer sa proposition selon la répartition de numéros fixes / mobiles suivant : 20 % / 80 % et le prestataire devra détailler une méthodologie d'enquête rigoureuse et devra préciser :

- le nombre théorique d'adresses nécessaires pour une interview réalisée,
- la méthode de tirage qui assure le caractère aléatoire,
- la méthode de nettoyage des adresses (manuelle ou automatique) en précisant notamment les taux de réussites des annuaires inversés (numéro vers adresse et adresse vers numéro),
- les protocoles pour maximiser les chances d'obtenir un contact (décroché ou rendez-vous),
- les moyens mis en œuvre pour améliorer l'acceptation,
- la méthode de suivi du terrain et le nombre de postes d'écoute mis à disposition de l'OFDT
- les effectifs d'enquêteurs et de superviseurs nécessaires à la réalisation de l'enquête,
- la durée du terrain d'enquête,
- les livrables.

2/ La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) dûment complétée par le candidat (**HT et TTC**) **en s'appuyant sur les prix qu'il aura renseignés dans l'annexe financière**. Il est impératif que le prix indiqué soit identique au prix figurant dans l'annexe financière. Afin de permettre de vérifier la cohérence entre des prix utilisés pour obtenir le coût global de l'enquête avec ceux figurant dans l'annexe financière, le candidat indiquera en détail le mode de calcul utilisé.

3/ L'équipe dédiée pouvant être mise à disposition : description de l'équipe dédiée (interlocuteurs de l'OFDT, chargés d'études...), indiquant le nombre de personnes, la formation, les expériences et la fonction de chacun.

- Stanislas SPLIKA, responsable de l'unité DATA ;
- Olivier LE NEZET, chargé d'études, unité DATA, Référent approches territoriales - Jeunes – Contrôles des méthodes quantitatives ;
- Vincent EROUKMANOFF, chargé d'études, unité DATA, Référent jeux d'argent et de hasard ;

4/ Le calendrier prévisionnel proposé

Sur la base du modèle prévu au point 3.2 du CCTP : proposition d'un calendrier prévisionnel respectant les délais d'exécution qui y sont fixés.

La langue utilisée dans l'offre doit être le français.

Le délai de validité de l'offre est fixé à 120 jours à compter de la date limite de la remise des offres.

3. Dépôt des candidatures et des offres

Les candidats doivent présenter une offre conforme aux clauses du CCAP, du CCTP et du règlement de la consultation. Toute offre qui ne respecte pas intégralement ces dispositions sera rejetée.

Conformément aux dispositions de l'article R.2132-7 du code de la commande publique, les dossiers doivent être déposés exclusivement par voie électronique sur le profil acheteur de l'OFDT, accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La taille des fichiers à déposer ne doit pas dépasser 1 Go.

Une copie de sauvegarde, par transmission sur support physique électronique (clé USB, carte mémoire...) ou sur support papier, est recommandée. Cette copie de sauvegarde doit être transmise, par courrier ou remise en mains propres au secrétariat général de l'OFDT, sous pli fermé comportant la mention lisible « EROPP 2026 ». **Les dossiers qui seraient remis après la date et l'heure limites indiquées sur la première page du présent règlement de la consultation ne seront pas retenus.**

4. Examen des candidatures et des offres

L'ouverture des plis n'est pas publique.

a. Examen des candidatures

Les candidatures sont examinées en application des articles R2144-1 à R2144-9 du code de la commande publique. Celles présentant des capacités professionnelles, techniques et financières insuffisantes sont éliminées.

L'OFDT se réserve la possibilité de demander aux candidats de préciser leur offre. Leur réponse doit intervenir dans les trois jours ouvrés suivant la demande. Toutes les informations fournies par le candidat à l'appui de son offre prendront valeur contractuelle s'il est retenu.

Les offres sont examinées en application des articles L2151-1 à L2153-2 du code de la commande publique. Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées. Les offres restantes sont classées après notation sur la base des critères de sélection des offres.

L'OFDT se réserve le droit de ne pas donner suite à tout ou partie de la procédure de mise en concurrence. Dans cette hypothèse, la présente consultation sera déclarée « sans suite » et l'ensemble des candidats en

sera informé. Aucune indemnité ne sera accordée aux candidats ayant retiré le dossier de consultation ou aux soumissionnaires ayant déposé une offre.

b. Notation des critères

Analyse des offres

Après avoir vérifié que les offres reçues sont régulières, acceptables et appropriées, le Comité d'évaluation de l'OFDT procède à l'analyse des offres des soumissionnaires retenus en application des critères définis ci-après.

Comparaison des offres pour sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse

Le jugement des offres sera effectué séparément selon les critères suivants par l'attribution d'une note à concurrence du nombre de points maximum par critère figurant ci-après :

La notation des offres est effectuée sans négociation, conformément aux règles applicables à la procédure d'appel d'offres ouvert.

Critère 1 – Valeur technique (75 points)

Sous-critère 1 : Méthodologie proposée (45)

Elle sera analysée sur la base des éléments figurant dans la note technique et le cas pratique remis par le candidat dans le cadre de son offre :

Pertinence de la méthodologie d'enquête décrite dans la note technique pour le téléphone, au regard du nombre théorique d'adresses nécessaires et de la méthode de tirage préconisée, de la qualité des protocoles d'appels proposés et des moyens mis en œuvre pour améliorer l'acceptation, de la cohérence des méthodes de suivi de terrain et des moyens mis en œuvre.

Sous- critère 2 - Equipe dédiée (10)

Il sera tenu compte de la composition et de l'adéquation de l'équipe dédiée, de la complémentarité des profils proposés, des expériences dans le domaine de la santé ou des sciences sociales, et des expériences d'enquêtes comportant des échantillons importants ou sur des terrains éventuellement complexes. La désignation d'un chef de projet qui sera le point de contact sur toute la durée du marché est également attendue.

Sous-critère 3- Calendrier prévisionnel (15)

Il sera analysé sur la base du calendrier prévisionnel détaillé étape par étape de la réalisation des prestations attendues établi par le prestataire selon le modèle prévu au 3.2 du CCTP.

Sous-critère 4- Considérations environnementales et actions RSE en lien avec l'objet du marché (5)

Notamment en matière d'organisation du terrain, de limitation des déplacements et, le cas échéant, de conditions de travail des enquêteurs.

Critère 2 – Prix des prestations (25)

La notation financière (NF sur 25 points maximum) portera sur la comparaison des offres financières de l'ensemble des candidats dont l'offre est régulière.

Les prix seront analysés au regard du prix de l'enquête type renseignée par le candidat.

Les offres seront notées selon la formule suivante :

$$\text{Note} = (\text{prix le plus bas} / \text{prix de l'offre analysée}) \times 25$$

Synthèse de la pondération des critères :

| Critère I | valeur technique | Pondération |
|--------------------------|---|--------------------|
| 1 | Méthodologie | 45 |
| 2 | Equipe dédiée | 10 |
| 3 | Calendrier prévisionnel | 15 |
| 4 | Considérations environnementales et actions RSE en lien avec l'objet du marché | 5 |
| Critère II | prix des prestations | |
| | Prix des prestations | 25 |
| TOTAUX DES POINTS | | 100 |

SECTION IV

FIN DE PROCEDURE

1. Mise au point

Il peut être demandé au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché de clarifier les aspects de son offre ou de confirmer les engagements figurant dans celle-ci. Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre.

2. Attribution du marché

A l'issue de l'analyse des offres, des courriers de rejet et attribution seront transmis aux candidats.

Un délai de suspension sera observé avant la notification et signature du contrat. Ce délai est de 11 jours calendaires à compter de l'envoi des lettres.

Le candidat dont l'offre aura été retenue sera invité à produire un acte d'engagement portant une signature manuscrite de la personne ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, ainsi que le cachet de celle-ci. Si l'entreprise dispose d'une signature électronique ce dernier pourra également signer électroniquement.

Il devra également transmettre :

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Un arrêté des ministres intéressés fixe la liste des administrations et organismes compétent ainsi que la liste des impôts et cotisations sociales devant donner lieu à délivrance du certificat.

3. Information des candidats et des soumissionnaires non retenus

Lorsque le pouvoir adjudicateur décide de rejeter une candidature ou une offre, il notifie par écrit à chaque candidat ou soumissionnaire concerné le rejet de sa candidature ou de son offre en lui indiquant les motifs de ce rejet conformément aux articles R. 2181-1 et R. 2181-3 du code de la commande publique.

Ces notifications se font via la plateforme PLACE uniquement.

Lorsque cette notification intervient après l'attribution du marché public, elle précise, en outre, le nom de l'attributaire et les motifs qui ont conduit au choix de son offre. Elle mentionne également la date à compter de laquelle l'acheteur est susceptible de signer le marché public dans le respect des dispositions de l'article R. 2182-1 du code de la commande publique.

Les voies de recours sont les suivantes :

- Référé précontractuel : avant la signature du marché (par les articles 1441-1 et 1441-2 du code de procédure civile) • Référé contractuel : après la signature du marché (par l'article 1441-3 du code de procédure civile).

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Le tribunal compétent est :

Le tribunal administratif de Paris sis, 7 rue de Jouy - 75181 Paris cedex 04 Téléphone : 01 44 59 44 00 –
Télécopieur : 01 44 59 46 46 adresse internet : <https://paris.tribunal-administratif.fr/>

Adresse email de contact : greffe.ta-paris@juradm.fr

ANNEXE 1

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je, soussigné

en qualité de

agissant pour le compte de (société, entreprise)

déclare sur l'honneur que l'entreprise.....

n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique et est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Fait à

le.....

Signature